

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Remise de lettres de créance.

Le Président de la République a reçu le mardi 20 juin 1972 Son Excellence M. Bielka-Karlitz, qui lui a remis les lettres l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Autriche.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Missions auprès de préfets de région.

RÉGION LORRAINE

Par arrêté du Premier ministre en date du 13 juin 1972 :

Est nommé en qualité de chargé de mission à temps plein auprès du préfet de la région Lorraine, M. Pierre Kalck, conseiller de tribunal administratif.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 15 juillet 1972.

Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 15 juin 1972, M. Jacques Bach, administrateur civil de 1^{re} classe, est affecté à la caisse des dépôts et consignations à compter du 1^{er} juin 1972.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret n° 72-490 du 15 juin 1972
portant création d'un brevet à trois degrés d'éducateur sportif.

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet à trois degrés d'éducateur sportif dont chaque degré comporte une formation commune et une formation spécifique à une ou plusieurs disciplines sportives.

Art. 2. — Le premier degré du brevet confère la qualification exigée pour l'animation et l'initiation dans la discipline sportive choisie.

Le deuxième degré du brevet d'Etat confère la qualification pour le perfectionnement des pratiquants et la formation des cadres, dans la discipline sportive choisie.

Le troisième degré du brevet d'Etat confère la qualification supérieure d'éducateur sportif dans la discipline considérée.

Art. 3. — Les sports dont l'enseignement est régi par des lois particulières ne sont pas visés par les dispositions prévues au présent décret.

Art. 4. — Nul éducateur sportif ne peut être rémunéré à ce titre s'il n'est titulaire au minimum du premier degré du brevet d'Etat.

Art. 5. — Des arrêtés détermineront les modalités d'application du présent décret.

Art. 6. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JOSEPH COMITI.

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret du 14 juin 1972 portant déclassement d'un poste électro-sémaphorique.

Par décret du 14 juin 1972, le poste électro-sémaphorique du cap de la Chèvre (Finistère) et la délimitation du champ de vue de cet ouvrage sont rayés du tableau annexé à la loi du 18 juillet 1895.

Décret du 14 juin 1972 portant classement de l'ouvrage du cap de la Chèvre (Finistère) en tant que poste militaire relatif à la défense des côtes et à la sécurité de la navigation.

Par décret du 14 juin 1972, l'ouvrage du cap de la Chèvre (Finistère) est classé comme poste militaire relatif à la défense des côtes et à la sécurité de la navigation.

Le champ de vue de cet ouvrage délimité en jaune sur le plan annexé au présent décret (1) s'étend du gisement 45 degrés au gisement 353 degrés en passant par le Sud.

(1) Le plan peut être consulté à la direction des travaux maritimes de Brest, château de Brest.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 9 juin 1972, la démission de M. Allasia (Jean-Michel), attaché d'administration centrale stagiaire, est acceptée à compter du 1^{er} mars 1972. A la même date l'intéressé est rayé des contrôles des personnels du ministère d'Etat chargé de la défense nationale.

MINISTRE DE LA JUSTICE

Décret portant nomination d'auditeurs de 2^e classe au Conseil d'Etat.

Par décret du Président de la République en date du 21 juin 1972, sont nommés auditeurs de 2^e classe au Conseil d'Etat à compter du 1^{er} juin 1972 :

M. Grangé-Cabane (Alain).

M^{lle} Monfraix (Marie-Dominique).

MM. Piris (Jean-Claude).

Gergorin (Jean-Louis).